

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Accord de gouvernement : Coup d'épée dans l'eau pour la Fonction publique fédérale ?

Bruxelles, le 18 février 2025.

Depuis des mois, note après note, on assiste à une attaque organisée contre les Services publics et, en particulier, contre la Fonction publique fédérale.

Pour les citoyens qui ne savent pas encore ce qu'est un Service public fédéral, il s'agit des Centres de secours, des Douaniers, du Personnel pénitentiaire, du Service de l'Immigration, du Personnel des Affaires étrangères, des Médiateurs sociaux, du Personnel de la Sécurité sociale, des Inspecteurs, de la Protection civile, ... Bref, tout ce qui joue un rôle essentiel dans votre vie quotidienne.

Outre toutes les attaques contre les pensions, la flexibilité (heures de nuit, travail du dimanche, etc.) et d'innombrables autres mesures, le secteur le plus touché est celui de la Fonction publique fédérale. Si l'on additionne les tableaux budgétaires, on constate que les économies à réaliser dans la Fonction publique fédérale s'élèvent, à l'horizon 2029, à 1,628 milliard d'euros de manière récurrente. Des économies sur le personnel de 1,8 % par an (soit 9 % durant cette période de coalition) et les mêmes économies sur les moyens de fonctionnement. En chiffres absolus, cela signifie qu'il devrait y avoir un minimum de **5.500 à 6.000 ETP** (équivalents temps plein) **en moins d'ici 2029**. C'est une véritable hémorragie dans la Fonction publique.

Comment comptent-ils s'y prendre, alors qu'il y a déjà des pénuries de personnel ? Un exercice d'intégration et de transferts de compétence de différents SPF doit avoir lieu par le biais de fusions de SPF. Les SPP (Services publics de programmation) sont supprimés et intégrés dans le SPF d'origine. Les petites entités de moins de 500 ETP sont également immédiatement recentrées par fusion et/ou intégration.

Les attaques contre notre Statut, voire sa suppression, font partie des mesures les plus alarmantes.

Le recrutement contractuel deviendra la règle au sein du gouvernement fédéral. Seules les « *fonctions d'autorité* » pourront encore rester statutaires (qu'est-ce qu'une fonction d'autorité d'ailleurs ?).

Avec un premier ministre nationaliste flamand issu d'un parti qui milite pour la fin de la Belgique, nous soupçonnons fortement que les attaques contre la Fonction publique fédérale s'inscrivent dans un cadre plus large. Si l'on se rend compte que les services « *dépouillés* » n'ont plus de moyens de fonctionnement, d'investissements et de personnel, il leur sera impossible de fournir aux citoyens le service qu'ils méritent. En conclusion, on nous dira : « *vous voyez que la Belgique ne fonctionne pas* » dans le but de nous imposer une régionalisation.

Ces services n'étaient-ils pas essentiels il y a encore quelques années ? N'étaient-ce pas ces services qui permettaient à la société de tenir debout ? N'étaient-ce pas ces services qui, au péril de leur vie, devaient être présents chaque jour sur leur lieu de travail ?

Crise après crise, on compte sur les services publics à un moment ou à un autre.

Ce manque de respect pour le personnel de la Fonction publique fédérale est intolérable pour la CGSP !

Lors d'une première entrevue avec la nouvelle Ministre de la Fonction publique, Mme Vanessa Matz, nous avons exprimé nos inquiétudes, mais c'est déjà très clair que les mesures de l'accord de coalition devront être « *mises en œuvre* ».

Les partis de la coalition vont-ils donc coopérer au démantèlement de la Belgique ?

Dans les semaines à venir, la CGSP consultera ses affiliés. Des actions ne sont pas exclues.

• Personne de contact :

Grégory WALLEZ,
Secrétaire fédéral.

Mail : gregory.wallez@cgspacod.be
GSM : 0477/38.73.00